



## Séance ordinaire du jeudi 18 octobre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le dix huit octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Perla DANAN, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Alex LARUE, Eric PASTOR, Eric PETIT.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Rabii YOUSSEUS

## Voirie, Espace public - Convention relative au financement de la revue préliminaire de la suppression du Passage à Niveau n°39 sur le territoire de la Commune de Castelnau-le-Lez - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La commune de Castelnau-le-Lez se situe au Nord-Est de la première couronne de l'agglomération montpelliéraine. Son territoire est traversé d'Est en Ouest par deux infrastructures de transport très proches l'une de l'autre, l'avenue de l'Europe et la ligne ferroviaire Tarascon-Sète. Les trafics élevés supportés par ces deux infrastructures rendent leurs intersections à niveau avec d'autres voiries particulièrement délicates.

C'est notamment le cas du Passage à Niveau n°39 (PN 39), lieu de croisement de la ligne ferroviaire Tarascon-Sète et de l'avenue Marcel Dassault, voirie métropolitaine.

La densité de la circulation sur cette avenue étant importante, elle peut entraîner un remplissage rapide du sas entre le passage à niveau et l'avenue de l'Europe. En conséquence, et malgré la signalisation routière en place, des véhicules peuvent s'immobiliser sur les voies ferrées qui supportent en moyenne près de 150 trains par jour.

Cette situation a conduit à un certain nombre d'accidents, dont quatre collisions depuis 1991, et de nombreux bris de barrière. Le « moment » du PN 39, produit du nombre de véhicules routiers et ferroviaires qui le franchissent tous les jours, est supérieur au million. Ce moment étant élevé, ce passage à niveau a été répertorié par le ministère de la Transition Ecologique et Solidaire comme étant un passage à niveau préoccupant dont la suppression est prioritaire. Par conséquent, le PN 39 est inscrit au Programme de Sécurisation National (PSN).

Le projet de suppression du PN 39 à Castelnau-le-Lez ayant déjà fait l'objet de deux Etudes Préliminaires (ou EP, avec une initiale en 2008 et une complémentaire en 2011), il s'agit maintenant d'organiser le financement de la revue de l'étude de 2011 suite à la densification de l'urbanisation environnante depuis cette date.

Les Parties s'engagent donc à participer au financement de l'opération selon la clé de répartition suivante :

| <b>Phase revue d'étude préliminaire</b> | <b>Clé de répartition en %</b> | <b>Besoin de financement avec montants en euros courants HT</b> |
|---|--------------------------------|---|
| MÉTROPOLE                               | 33,3333 %                      | 9 900 €   |
| VILLE                                   | 33,3333 %                      | 9 900 €   |
| SNCF RÉSEAU                             | 33,3333 %                      | 9 900 €   |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>100,0000 %</b>              | <b>29 700 €</b>   |

Cette clé de répartition ne concerne que le financement de la revue préliminaire à la suppression du passage à niveau N°39, et ne préjuge pas de celle qui restera à convenir pour le financement des futurs travaux.

Par dérogation à l'article 7.1 des Conditions générales de la convention, en cas d'économies, c'est à dire si le montant des dépenses courantes reste inférieur au besoin de financement défini à l'article 7.1.2, la participation de chaque Partie est déterminée par application de sa clé de répartition, conformément à l'article 7.2.

En cas de risque de dépassement du besoin de financement visé à l'article 7.1.2 et avant de lancer toute prestation supplémentaire, SNCF RÉSEAU doit obtenir l'accord préalable des Parties pour la mobilisation d'un financement complémentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention avec la commune de Castelnau-le-Lez et SNCF Réseaux pour la revue d'étude préliminaire de suppression du passage à niveau n°39 sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez, ainsi que son volet relatif à la répartition financière du coût de l'opération,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire,

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/10/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 26 octobre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181018-58845-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/10/18

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.